des Princes &c. Janvier 1762. 7

la plupart à des contre-tems & à des lenteurs, & toujours variable & précaire; il en résulte nécessairement que la nature de pareilles opérations ne se trouvent guère susceptible, sans trop de préjudice à la partie qui les employe, d'autres époques pour la fixation des conquêtes réciproques, que celles qui ayent rapport au jour de la signature du Traité de paix.

Cependant, comme cette considération, ainsi que celle qui regarde des compensations (s'il s'en trouvoit de convenables à faire entre les deux Couronnes) de partie de leurs conquêtes réciproques, renferme la matière la plus intéressante & capitale du Traité même, & que c'est sur ces deux objets décisifs que le Roi Très-Chrétien offre d'entrer volontiers en négociation; le Roi de la Grande-Bretagne désirant correspondre avec efficace aux dispositions heureuses du Roi Très-Chrétien, d'écarte toutes les entraves qui pourroient éloigner l'objet salutaire de la paix, Sa Maj. Britannique déclare qu'elle est prête de son côté d'entamer avec promptitude & sincérité la négociation proposée. Et pour démontrer avec plus d'autenticité l'étendue de la franchise de son procédé, Sa Maj. Britannique déclare en outre qu'elle verroit avec satisfaction à Londres une personne suffisamment autorisée, par un pouvoir du Roi Très-Chrétien, d'entrer aussi-tôt en matière avec les Ministres Britanniques sur tous les points qui sont contenus dans le Mémoire joint à la Lettre de Mr. le Duc de Choiseul, du 26. Mars 1761, au Secrétaire d'Etat de Sa Maj. Britannique, lesquels points intéressent si essentiellement les deux Puissances.

Par ordre & au nom du Roi de la Grande-Bretagne mon Maître. „

Signé, W. PITT.

La Lettre du Ministre Anglois marque un empressement égal en apparence à celui de la France pour le rétablissement de l'union entre les deux Couronnes; elle contient de plus une déclaration en faveur du Roi de Prusse, qui parut hors d'œuvre & d'autant plus affectée, que le Roi n'avoit jamais témoi-
gné